Index

INDEX

Aqueduc du village	3
1888	3
Septembre : Requête Clovis Senécal	3
1891	3
Mars : Demande d'exemption de taxe	3
1900	4
Octobre : nouvelle demande d'aqueduc	4
1903	4
Juillet : Évaluation d'un aqueduc	4
1904	4
Janvier : Conciliation	4
1907	4
Février : Amende	4
1922	5
Février : Demande de J.R. Noël	5
Avril : Règlement numéro 85	5
Aqueduc Rang des soixante	6
1898	6
Octobre : Autorisation à Napoléon Beaudry	6
Aqueduc Vary	6
1901	6
Novembre : Demande d'un nouvel aqueduc	6
1942	6
Septembre : Avis de motion	6
La Claire Fontaine	6
1912	6
Septembre : Autorisation de construire un aqueduc	6
Aqueduc des 30	7

1927	7
Mars : Aqueduc privé Rang des 30	7
Aqueduc de Beloeil	7
1951	7
Juillet : Demande un permis d'opération	7
Décembre : nouveau projet d'aqueduc	8
1955	8
Septembre : Demande d'indemnisation	8
A.I.B.R	8
1962	8
Mai : Note	8
1964	9
Juin : Résolution de la municipalité de la paroisse de Saint-Charles	9
1966	9
Avril : Engagement d'une firme-conseil	9
Invitation ville de Mont-Saint-Hilaire	9
Avril : rencontre	9
Mai : Demande de Saint-Hilaire	9
Juin : Réponse de la ville de Mont-Saint-Hilaire	10
Août : Projet déposé	10
Septembre : Offre de fourniture d'eau potable	10
Novembre : Saint-Hilaire accepte la demande	11
Décembre : le prix d'utilisation du tuyau d'aqueduc	11
1967	12
Janvier : Étude de la demande à Saint-Hilaire	12
Avril : Lettre de Roland Gariépy, ingénieur	12
Juin : Étude du problème d'eau dans la localité	12
Juillet : Échéance de l'étude	12
Octobre : suspension de permis	12
Décembre : Service de la santé	12
1968	13

Janvier : Demande à la régie des eaux _____	13
Octobre : Menace de perte de permis _____	13
Novembre : Encore la régie _____	13
Décembre : Le conseil informe la régie _____	13
1969 _____	13
Mars : nouvelle demande _____	13
Juin : Demande à la ville de Beloeil _____	14
Juillet : Avis de règlement _____	14
Octobre : Requête _____	14
1970 _____	14
Juin : Exige une ordonnance _____	14
Septembre : Ordonnance _____	14
Octobre : Préparation des règlements _____	14

LES AQUEDUCS À TRAVERS LES PROCÈS-VERBAUX

(Rapport des notes de recherches)

Première partie : Période 1855-1970

Aqueduc du village

1888

Septembre : Requête Clovis Sénécal

La première inscription concernant une résolution pour un service d'aqueduc se trouve dans le procès-verbal du 10 septembre 1888. Monsieur Clovis Sénécal présente au conseil une requête en date du 6 août 1888. Cette requête est une demande d'autorisation afin de construire une conduite d'eau sur le côté nord du chemin de front dans le village et ses environs. Le conseil accepte la demande.

1891

Mars : Demande d'exemption de taxe

Le conseil accepte une exemption de taxe concernant l'aqueduc de Monsieur Clovis Sénécal. En retour, la municipalité peut prendre l'eau de l'aqueduc pour combattre les incendies.

1900

Octobre : nouvelle demande d'aqueduc

Monsieur Charles Blanchard et ses futurs associés demandent au conseil la permission de passer un aqueduc sur le côté nord du chemin de front de la première concession. Le conseil accepte la demande, mais exige qu'il y ait entente avec Monsieur Clovis Sénécal. La nouvelle compagnie projetée devra respecter les droits que possède Monsieur Sénécal par son aqueduc actuel. Les conditions de ce transport doivent être réglées par voie d'arbitrage. La motion (résolution) est mise aux voix et est remportée à la majorité des voix. Le conseil oblige la nouvelle compagnie d'aqueduc à remettre les terrains en bon ordre après l'exécution des travaux.

1903

Juillet : Évaluation d'un aqueduc

Les évaluateurs estiment l'aqueduc du village d'une valeur de 400 \$.

1904

Janvier : Conciliation

Une réunion du conseil est tenue à 14 h, devant le conciliateur F.X. Vanasse, curé de Saint-Marc, qui intervient pour une conciliation entre Messieurs Alexis Chicoine et Clovis Sénécal. Monsieur Sénécal reconnaît devoir payer le montant réclamé par la nouvelle compagnie d'aqueduc. Ce montant n'est pas inscrit dans le rapport fait devant le conseil. Le même jour à 10 h d'autres litiges avaient été réglés, mais les parties n'étaient pas d'accord pour la récupération des parts dans la nouvelle compagnie d'aqueduc.

1907

Février : Amende

La compagnie d'aqueduc de la paroisse de Saint-Marc, demanderesse, représentée par Gaspard Leroux, président, et Dame veuve Sara Lambert, défenderesse. Madame Lambert est accusée d'avoir laissé ouverts les robinets de sa maison commettant ainsi une infraction en

vertu des règlements de la compagnie. La demanderesse réclame la somme de 5 \$. Aucun accord n'est survenu dans cette affaire.

1922

Février : Demande de J.R. Noël

Monsieur J. R. Noël demande au conseil l'autorisation de continuer les services de l'ancienne compagnie d'aqueduc sous le nom de la Compagnie d'Aqueduc de la paroisse de Saint-Marc. Le tracé débute depuis le parcours actuel, partant de la source d'en haut de la côte du lot 144, pour se diriger suivant la ligne de division des terrains de Michel et E. Moreau. La conduite d'eau traverse le chemin des trente pour se continuer dans la ligne de division entre les lots 37 et 38 jusqu'au chemin de front de la première concession. La conduite, à partir d'un point situé vers le milieu de la terre de Fontaine, longe le côté nord-ouest de la première concession jusqu'à la ligne sud-ouest de Joseph Girard. La conduite parcourt sur son passage toutes les terres latérales et parallèles venant déboucher dans ledit chemin de front. Le conseil accepte la demande à condition que la compagnie se rende responsable de tous les travaux.

Avril : Règlement numéro 85

5 avril : Le conseil donne un avis de règlement concernant la compagnie d'aqueduc de Saint-Marc.

19 avril : Le conseil homologue le règlement portant le numéro 85. Ce règlement accorde à J. Noël et Al. Le droit de maintenir le service d'aqueduc sur le parcours actuel de l'aqueduc de Saint-Marc, appelé sous le nom de la Cie. D'Aqueduc de la paroisse de Saint-Marc. Le conseil accorde à cette compagnie le droit exclusif de service d'aqueduc dans le secteur et la compagnie doit maintenir le parcours actuel pour une période de vingt-cinq ans. Le parcours est similaire à celui décrit dans la résolution du premier février dernier. Le règlement spécifie que le service doit être accordé sur son parcours à tous ceux et celles qui le désirent ainsi que ceux qui habitent les rues latérales du village. La compagnie doit maintenir son aqueduc en bon état et elle se rend responsable des accidents résultants de ses opérations. Ce règlement abroge tous les règlements antérieurs.

Aqueduc Rang des soixante

1898

Octobre : Autorisation à Napoléon Beaudry

Le conseil autorise Monsieur Napoléon Beaudry à passer un tuyau d'aqueduc le long du rang des soixante pour se rendre à la ligne de division entre les terres de Monsieur Amédé Charron et celle de Monsieur Esdras Perron.

Aqueduc Vary

1901

Novembre : Demande d'un nouvel aqueduc

Messieurs Ludger et Napoléon Vary demandent l'autorisation de construire une conduite d'aqueduc le long du chemin de front de la première concession. La conduite débiterait chez Monsieur Ludger Vary pour se rendre au petit moulin de la municipalité de Beloeil et autres endroits.

1942

Septembre : Avis de motion

Le conseil vote un avis de motion concernant un règlement permettant le passage de l'aqueduc Vary.

La Claire Fontaine

1912

Septembre : Autorisation de construire un aqueduc

À une réunion du conseil tenue à 14 h, la compagnie d'aqueduc La Claire Fontaine se voit accordée la permission de construire une conduite d'alimentation d'eau potable le long du rang des trente. Cette conduite serait construite de chez Monsieur Ulric Sénécal jusque chez Monsieur Arthème Messier. Le conseil spécifie que la compagnie est responsable

de tous dommages pouvant être causés durant les travaux actuels et à venir.

Aqueduc des 30

1927

Mars : Aqueduc privé Rang des 30

Des citoyens intéressés s'adressent au conseil pour demander la permission d'installer un aqueduc privé dans le haut du rang des trente. La demande ne se veut pas un droit exclusif de passage dans ce rang. Elle se veut un droit de construire une conduite d'eau potable soit dans le fossé ou le chemin des trente sur une distance s'étendant à partir de chez Monsieur L'Heureux, se dirigeant vers le Nord-Est jusqu'à la propriété de Monsieur E. Moreau. Le conseil accorde le permis de passage à la condition que les intéressés prennent toutes les responsabilités concernant la confection et l'entretien, présentes et à venir.

Aqueduc de Beloeil

1948

Juillet : Demande d'Arthur Noël

Monsieur Arthur Noël s'adresse au conseil pour demander que la compagnie d'aqueduc de Beloeil s'entende avec les intéressés du rang des 30 avant de renouveler le permis de cette compagnie.

1951

Juillet : Demande un permis d'opération

La compagnie d'aqueduc de Beloeil demande à la municipalité un permis pour opérer un service d'aqueduc dans le rang des Trente du lot 144 à

la limite de la paroisse pour une période de deux ans. Le conseil exige de la compagnie un plan détaillé.

Décembre : nouveau projet d'aqueduc

La compagnie d'aqueduc de Beloeil présente au conseil un projet d'aqueduc allant de chez Adrien Larivée (partie N.E. du lot 144) à Edmond Charbonneau (lot 167) et prenant sa source sur le lot 144 pour aller rejoindre l'aqueduc de Beloeil, en passant sur le lot 168 de St-Marc, lot aboutissant au lot 272 de St-Mathieu de Beloeil. La compagnie demande à la municipalité une franchise à cet effet.

Joseph Hébert, riverain du rang des Trente, ne s'oppose pas à la demande de la compagnie pourvu qu'il soit dédommagé pour le tuyau qu'il possède déjà. Les directeurs de la compagnie s'opposent à cette demande, mais acceptent de déterrer les tuyaux existants.

Le conseil accorde la franchise à la compagnie à condition que la compagnie s'engage à desservir trois nouveaux propriétaires des terres du ruisseau branche du nord. Ces nouveaux propriétaires sont Jean-Baptiste Noël, Charlemagne Noël et Omer Riendeau.

1955

Septembre : Demande d'indemnisation

Des propriétaires riverains du Rang des Trente demandent au conseil de les indemniser pour les dommages causés à leurs tuyaux d'aqueduc lors de l'élargissement du Rang des Trente.

A.I.B.R

1962

Mai : Note

Pour faire suite à la correspondance reçue au sujet d'un projet d'aqueduc municipal, le conseil souhaite recevoir des instances gouvernementales plus d'information au sujet de l'épuration des eaux.

1964

Juin : Résolution de la municipalité de la paroisse de Saint-Charles

Le conseil accuse réception d'une invitation de la paroisse de Saint-Charles. L'invitation a pour but d'inviter le conseil municipal et ceux des paroisses voisines pour discuter d'un projet de construction en commun d'une usine de filtration. Le conseil accepte l'invitation et remercie le conseil de Saint-Charles de son initiative.

1966

Avril : Engagement d'une firme-conseil

Considérant que plusieurs municipalités voisines ont le désir d'un projet commun d'aqueduc, le conseil engage la firme Leroux, Leroux et Associés, ingénieurs-conseils, pour procéder à une étude d'alimentation en eau potable à trois endroits. Les endroits visés sont Saint-Denis, Beloeil ou Mont-Saint-Hilaire. Monsieur Roland Gariépy de la firme Leroux, Leroux et associés, est présent au conseil.

Invitation ville de Mont-Saint-Hilaire

La ville de Mont-Saint-Hilaire invite les municipalités environnantes intéressées par un projet de construction d'un réservoir au pied de la montagne, de nommer deux délégués officiels qui assisteront à une prochaine assemblée qui sera convoquée prochainement.

Avril : rencontre

Le maire assiste à une réunion à Mont-Saint-Hilaire et donne un résumé aux membres du conseil. Les résultats semblent prometteurs.

Mai : Demande de Saint-Hilaire

La ville de Mont-Saint-Hilaire demande aux municipalités intéressées de leur fournir leur besoin d'alimentation en eau potable pour la prochaine année.

Le conseil demande au secrétaire d'informer la ville de Mont-Saint-Hilaire que les ingénieurs de la municipalité donneront suite à leur demande.

Juin : Réponse de la ville de Mont-Saint-Hilaire

La ville de Mont-Saint-Hilaire répond à la demande du conseil et une réunion à cet effet sera fixée bientôt.

Août : Projet déposé

La firme des ingénieurs de la municipalité dépose un rapport démontrant le nouveau projet d'aqueduc. Le conseil étudie le rapport et en est satisfait. Un mandat est confié aux ingénieurs à l'effet de soumettre le projet au ministre des Affaires municipales du Québec. Le projet présenté alimente en eau potable une partie de la population de Saint-Marc-sur-Richelieu. Une demande financière est également adressée au ministre.

Septembre : Offre de fourniture d'eau potable

La commission d'aqueduc de la Vallée-du-Richelieu, St-Hilaire, Otterburn-Park et McMasterville offre une possibilité de distribution d'eau potable dans la municipalité de St-Marc-sur-Richelieu.

Considérant que la municipalité a l'intention de desservir une partie de la population et qu'elle considère qu'il ne serait pas avantageux de bâtir sa propre usine de filtration.

Le conseil demande à ladite commission d'accepter de distribuer une partie de Saint-Marc suivant les deux projets suivants.

En un premier temps, fournir le service aux résidents de la rue de l'Anse en continuant sur le Chemin Lafrenière et sur la rue Richelieu jusqu'à la traverse entre les municipalités de Saint-Marc et Saint-Charles. Les rues du village seraient entièrement desservies. Dans son ensemble, le projet numéro 1 comprend deux cents propriétés, dont 150 résidents et 50 saisonniers. Le nombre de personnes desservi est de 660 dont 497 résidentiel et 163 saisonniers. Le parcours comprend 23 fermes.

Le projet numéro 2, si approuvé, continuerait la rue Richelieu à partir de la traverse jusqu'aux limites de la municipalité de Saint-Antoine. Le nombre de propriétés le long de ce parcours est de 40 dont 18 saisonniers. Le nombre de personnes est de 157. Cette partie du projet compte 63 résidences saisonnières, 12 maisons de fermes, un lot de terrains comprenant un terrain de camping avec un restaurant, une piscine et 20 terrains non vendus.

Le conseil demande à la ville de Mont-Saint-Hilaire la permission d'utiliser le tuyau d'aqueduc de la ville jusqu'aux limites de la municipalité de Saint-Charles afin de pouvoir desservir en eau potable les usagers des projets en développement.

Le conseil engage la firme Leroux, Leroux et Associés, ingénieurs-conseils, pour le diriger dans les projets en évolution.

Pour faire suite à une rencontre avec la régie des eaux et la commission municipale, il appert que lesdites instances gouvernementales sont plutôt favorables à un projet avec la municipalité de Saint-Charles-sur-Richelieu. Le conseil autorise la firme d'ingénieurs à produire des plans et devis définitifs suivant la recommandation de la régie.

Novembre : Saint-Hilaire accepte la demande

Le conseil de la ville de Mont-Saint-Hilaire accepte de nous fournir de l'eau potable par l'utilisation de son tuyau d'aqueduc. Elle avise le conseil qu'elle fournira plus de détails prochainement. Une demande est adressée à la commission d'aqueduc de la Vallée du Richelieu demandant d'établir le coût du mille gallons pour la distribution de l'eau potable provenant de leur usine.

Décembre : le prix d'utilisation du tuyau d'aqueduc

Pour faire suite à la demande faite à la ville de Mont-Saint-Hilaire concernant l'utilisation de son tuyau d'aqueduc, la ville consent à fournir le service à raison de 0.25 \$ par mille gallons d'eau.

Le conseil demande à ses ingénieurs de faire une étude comparative en alimentation d'eau potable en considération d'un projet d'une usine de filtration construit à Saint-Marc-sur-Richelieu. Cette usine desservirait la Municipalité de Saint-Marc-sur-Richelieu, une partie de la paroisse de

Saint-Mathieu de Beloeil comprenant le secteur du rang ruisseau Nord et les corporations du village et de la paroisse de Saint-Charles. Le projet desservirait environ 505 familles.

1967

Janvier : Étude de la demande à Saint-Hilaire

Le conseil prend connaissance de la réponse de Saint-Hilaire concernant le service d'aqueduc et étudie la proposition.

Avril : Lettre de Roland Gariépy, ingénieur

Monsieur Roland Gariépy, de la firme Leroux et Leroux et associés, informe par lettre le conseil municipal que l'étude pour un projet d'aqueduc dans la municipalité est présentement déposée à la Régie des Eaux du Québec. La régie fait présentement une étude sur l'alimentation en eau potable des comtés de Verchères et Saint-Hyacinthe.

Juin : Étude du problème d'eau dans la localité

Monsieur Léopold Fontaine, ingénieur de la Régie des eaux du Québec, explique au conseil l'état de l'étude du problème d'eau potable dans la localité. Le conseil demande à la régie de bien vouloir regarder sérieusement le rapport de nos ingénieurs et d'approuver ce rapport.

Juillet : Échéance de l'étude

La régie des eaux informe le conseil que l'étude sur l'état de l'eau potable dans la localité est en progression et sera déposée vers le mois de septembre prochain.

Octobre : suspension de permis

Les inspecteurs de la qualité de l'eau potable menacent de suspendre le permis de production du lait des agriculteurs si le problème de l'eau n'est pas corrigé.

Décembre : Service de la santé

Le service de la santé donne un nouveau délai aux cultivateurs pour leur permis de production de lait.

1968

Janvier : Demande à la Régie des eaux

Considérant que depuis plus d'un an, le service de santé du gouvernement menace d'annuler les permis pour la production du lait.

Considérant que pour fournir le service d'eau potable à ses cultivateurs et pour le faire la municipalité doit et veut construire un nouveau projet dans lequel les cultivateurs seront desservis. En conséquence, le conseil demande à la Régie des eaux d'approuver le nouveau projet sans délai.

Octobre : Menace de perte de permis

Le conseil demande à nouveau à la Régie des eaux du Québec de se prononcer sur le projet d'aqueduc, vu les plaintes sur la qualité de l'eau potable dans toute l'étendue de la municipalité.

Novembre : Encore la Régie

Le conseil demande à la Régie des eaux du Québec de faire l'étude de notre projet d'aqueduc et de nous transmettre les méthodes et procédures qui seront nécessaires à cet effet.

Décembre : Le conseil informe la Régie

Le conseil informe la Régie de son intention de participer au projet d'aqueduc inter municipal mis de l'avant par la Régie des eaux du Québec à condition que la rue de l'Anse soit incluse dans le projet dans son entier. Le conseil suggère deux représentants par municipalité composante de la nouvelle incorporation.

1969

Mars : nouvelle demande

Le conseil relance auprès de la Régie des eaux du Québec sa demande concernant son projet d'aqueduc.

Le conseil demande également une rencontre avec la ville de Beloeil pour discuter des projets.

Juin : Demande à la ville de Beloeil

Le conseil demande à la ville de Beloeil de préparer une étude préliminaire pour fournir la municipalité de St-Marc en eau potable.

Juillet : Avis de règlement

Le conseil donne un avis de règlement concernant la construction d'un aqueduc sur tout le territoire de la municipalité. Le conseil procède à l'engagement de Me Armand Poupart pour préparer une requête avec Saint-Mathieu de Beloeil pour obliger la ville Beloeil à fournir de l'eau et à fixer le taux par le comité C.I.A.V.R.

Octobre : Requête

Les municipalités présentent à la Régie des eaux du Québec une requête établissant l'aqueduc inter municipal tel que suggéré par la Régie des eaux du Québec. Cette requête vise à desservir les paroisses et villages de Saint-Denis, Saint-Charles, Saint-Antoine, Saint-Mathieu de Beloeil et de Saint-Marc. La requête demande d'ordonner la création d'une corporation inter municipal, de décréter les mesures nécessaires pour l'établissement de l'administration et le financement de ce projet.

1970

Juin : Exige une ordonnance

Le conseil exige de la Régie des eaux du Québec d'émettre une ordonnance de réalisation d'un projet d'aqueduc soit par la Ville de Beloeil ou le projet d'aqueduc du Bas-Richelieu et de choisir le projet le plus rentable pour la municipalité.

Septembre : Ordonnance

La Régie ordonne aux municipalités concernées de construire l'aqueduc inter municipal de la Vallée du Richelieu.

Octobre : Préparation des règlements

Le conseil engage Me Armand Poupart pour préparer un ou des règlements conformément aux dispositions de

l'ordonnance numéro 191 de la Régie des eaux du Québec. Le conseil donne un avis de règlement conforme à l'ordonnance.

Publication : 18 octobre 2011

Réalisation Jacques Hébert

Société d'Histoire de Cournoyer